

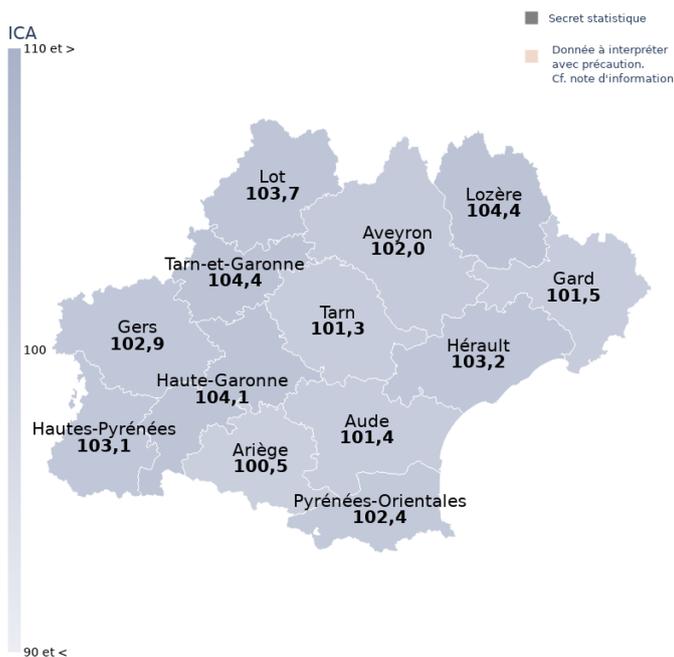
Occitanie

L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

- Au 1er trimestre 2023, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 64 530 TPE-PME d'Occitanie de notre échantillon est de 102,8, soit une augmentation de 2,8% en valeur du chiffre d'affaires (CA) par rapport au 1er trimestre 2022. Il s'agit ainsi du 9e trimestre consécutif de croissance. Cette performance place la région au 8e rang du classement national avec un résultat inférieur de 0,2 point à la moyenne française.
- Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 5,7% en mars 2023 sur les 12 derniers mois, en raison notamment de la forte hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie. Ce contexte inflationniste contribue à doper le chiffre d'affaires en valeur, les entreprises répercutant une partie des coûts sur leurs prix de vente.



La Carte de la région



L'évolution de l'activité trimestrielle par département

- Au 1er trimestre 2023, les TPE-PME de tous les départements d'Occitanie voient leur activité augmenter, même si les hausses sont nettement inférieures à celles du 4e trimestre 2022.
- Les entreprises du Tarn-et-Garonne et de la Lozère (+4,4% en valeur) affichent la plus forte augmentation, suivies de celles de Haute-Garonne (+4,1%), du Lot (+3,7%), de l'Hérault (+3,2%), des Hautes-Pyrénées (+3,1%) et du Gers (+2,9%). Les structures des Pyrénées-Orientales (+2,4%), de l'Aveyron (+2%), du Gard (+1,5%), de l'Aude (+1,4%), du Tarn (+1,3%) et de l'Ariège (+0,5%) enregistrent, quant à elles, des résultats en deçà de la moyenne régionale.

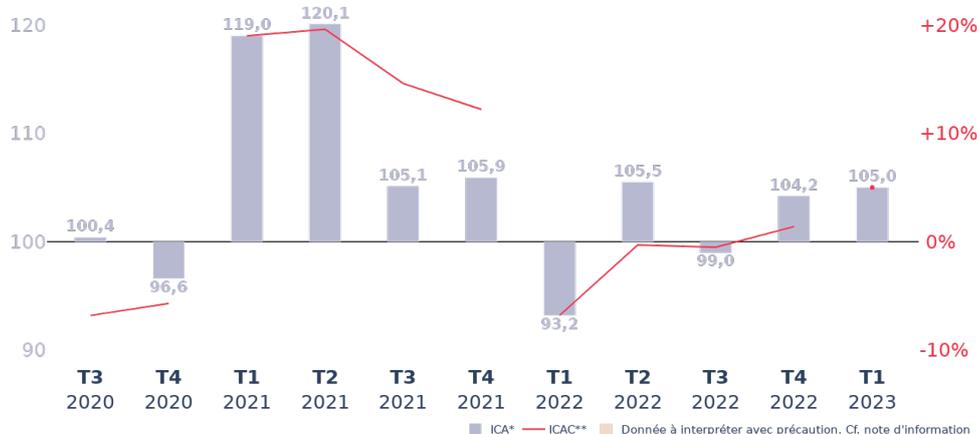
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (1071C)

Les 670 TPE-PME de boulangerie et boulangerie-pâtisserie de l'échantillon affichent un second trimestre consécutif de croissance de leur CA, +5% (en valeur) au 1er trimestre 2023 comparativement au 1er trimestre 2022. Cette augmentation est toutefois à relativiser. Les entreprises du secteur sont en effet fortement impactées par la hausse importante du coût de l'énergie depuis le 4e trimestre 2022 et continuent d'être touchées par l'augmentation du coût des matières premières (beurre, farine, etc.). Ce contexte inflationniste conduit certains professionnels à revaloriser leurs tarifs, ce qui fait gonfler leur chiffre d'affaires.



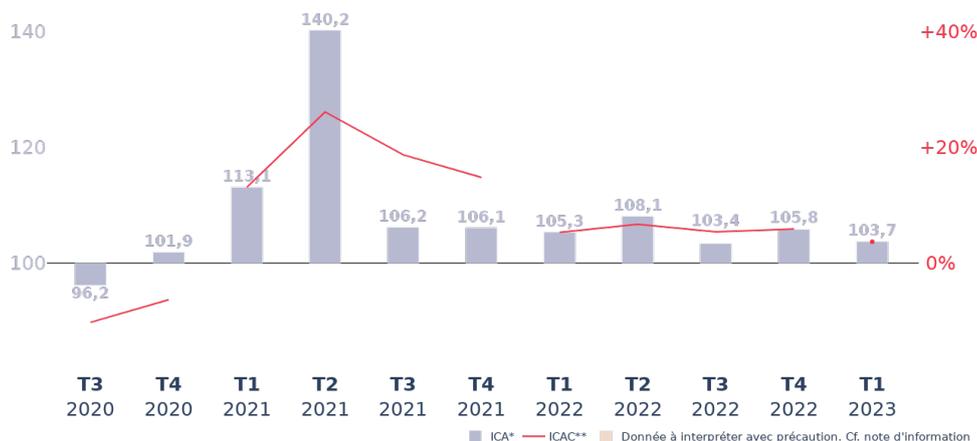
+5 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Construction

Les 10 360 TPE-PME de la construction de l'échantillon enregistrent une hausse de CA, pour le 10e trimestre consécutif, de 3,7% (en valeur) au 1er trimestre 2023. Toutefois, l'indice de la construction (source Insee) avait progressé de 8,8% au 4e trimestre 2022 sur les 12 derniers mois. Sur le début d'année 2023, la hausse des coûts de construction liée aux évolutions des prix de l'énergie et des matériaux semble s'atténuer même s'ils restent élevés. Cela pourrait perdurer sur l'ensemble de l'année avec la hausse des salaires qui contrebalancerait ce tassement des prix selon la Fédération Française du Bâtiment. Elle indique également que le logement neuf est marqué par une forte réduction des permis de construction et un début de baisse pour les mises en chantier. L'activité d'amélioration-entretien affiche de meilleures perspectives même si elle semble décélérer.



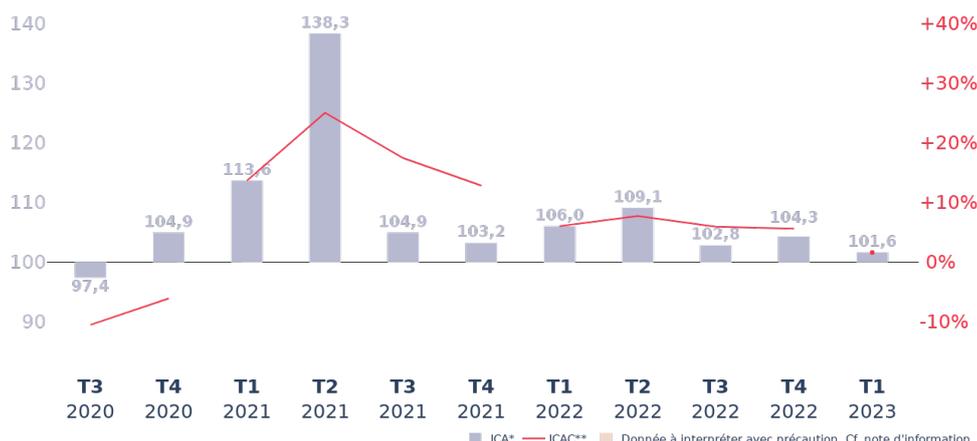
+3,7 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment (4399C)

Les 2 090 entreprises de maçonnerie de l'échantillon enregistrent une légère hausse de CA de 1,6% (en valeur) au 1er trimestre 2023, par rapport à la même période en 2022. Les cours des matériaux et de l'énergie restent à un niveau élevé. Les hausses de salaires auront également un impact sur les prix. Cela risque également de peser sur la trésorerie des structures du secteur qui absorbent une partie de ces hausses.



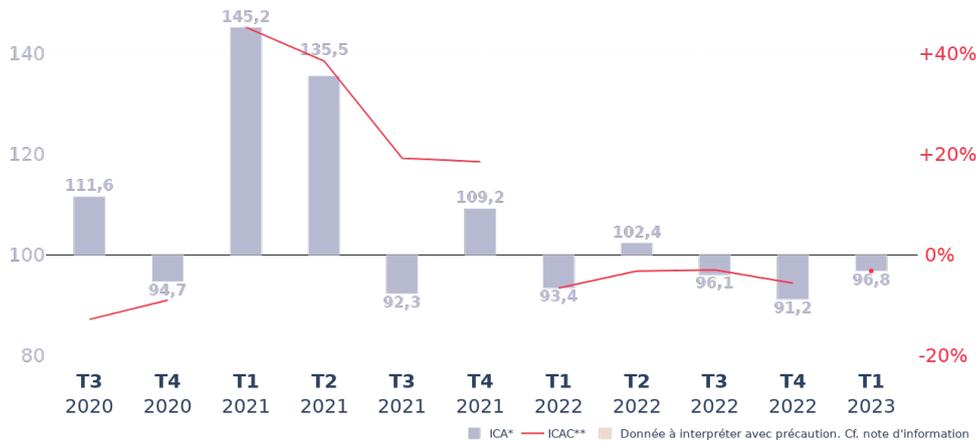
+1,6 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers (4511Z)

Pour le troisième trimestre consécutif, l'activité des 470 commerces de voitures et véhicules légers de l'échantillon affiche une baisse : -3,2% en valeur au 1er trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente. Le Comité des Constructeurs Français Automobiles (CCFA) indique toutefois que le nombre de véhicules vendus a augmenté d'environ 15% au niveau national, lors des trois premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022. Les ventes de véhicules utilitaires légers affichent quant à elles une baisse d'environ 3%. La pénurie de composants puis de matières premières a ralenti la production. La hausse de l'inflation a également généré de l'attentisme de la part des particuliers comme le révèle le Journal L'Argus.



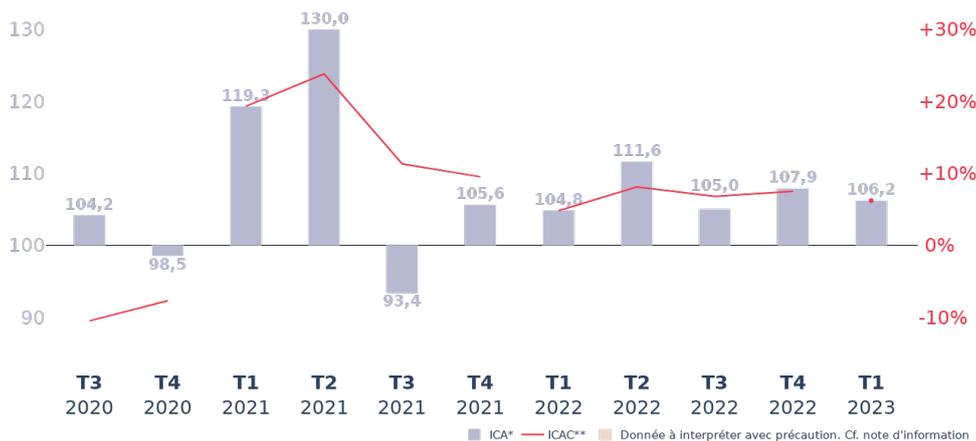
-3,2 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (4520A)

Les 1 460 TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de notre échantillon affichent un sixième trimestre consécutif de hausse d'activité (+6,2% en valeur par rapport au 1er trimestre 2022). Cette croissance serait notamment en lien avec la hausse du prix des pièces qui aurait augmenté de 6 à 7% selon une étude de Xerfi Spécific. Ces augmentations ont notamment conduit les entreprises du secteur à faire croître leurs prix.



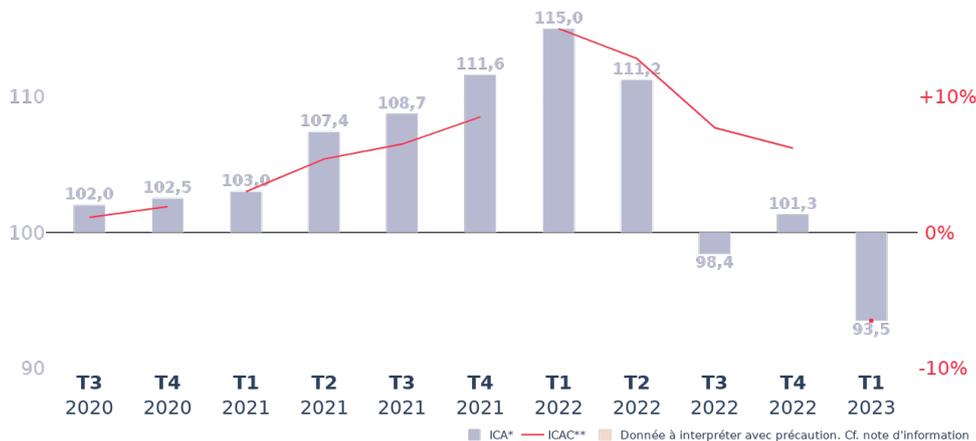
+6,2 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (4773Z)

Les 830 pharmacies de l'échantillon enregistrent une baisse de CA de 6,5% au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022. Cette diminution est en partie due à l'effet de base défavorable. En effet, la comparaison s'effectue par rapport au 1er trimestre 2022 au cours duquel l'activité des professionnels du secteur avait fortement augmenté (+15%) en raison de la hausse du nombre de tests de dépistage et de la vaccination avec la résurgence de l'épidémie (variant Omicron).



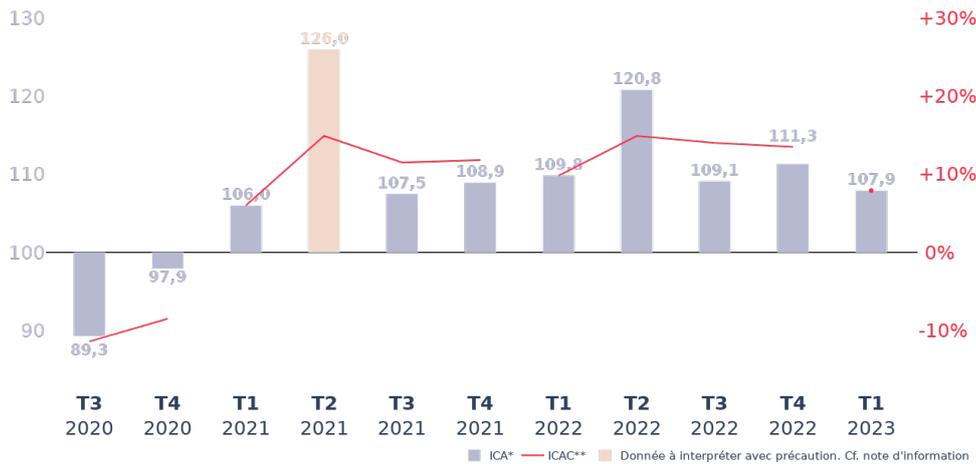
-6,5 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Transports et entreposage

Nouveau trimestre de progression de CA pour les 1 470 TPE-PME des transports et de l'entreposage de l'échantillon : +7,9% par rapport au 1er trimestre 2022. Elles affichent ainsi une activité en croissance continue depuis le 1er trimestre 2021.



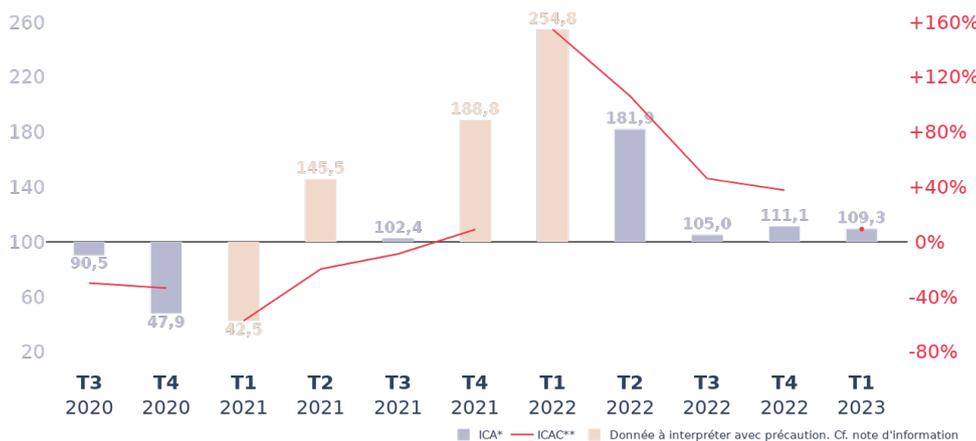
+7,9 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Hébergement et restauration

Les 5 710 structures de l'hébergement et restauration de l'échantillon enregistrent une hausse de CA de 9,3% (en valeur) au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022. Cette augmentation est à analyser avec un certain recul dans la mesure où l'effet de rebond post-crise sanitaire se fait encore sentir, le secteur ayant fait partie des plus touchés par l'épidémie de Covid. Si l'année 2023 devait marquer l'année du retour à la normale pour le secteur, la crise inflationniste fait aujourd'hui planer chez les professionnels de la filière la crainte d'une reprise en demi-teinte. Ajouté à cela, certains professionnels, notamment dans les grandes villes, ont constaté une baisse de la fréquentation de leur établissement en lien avec les mouvements sociaux.



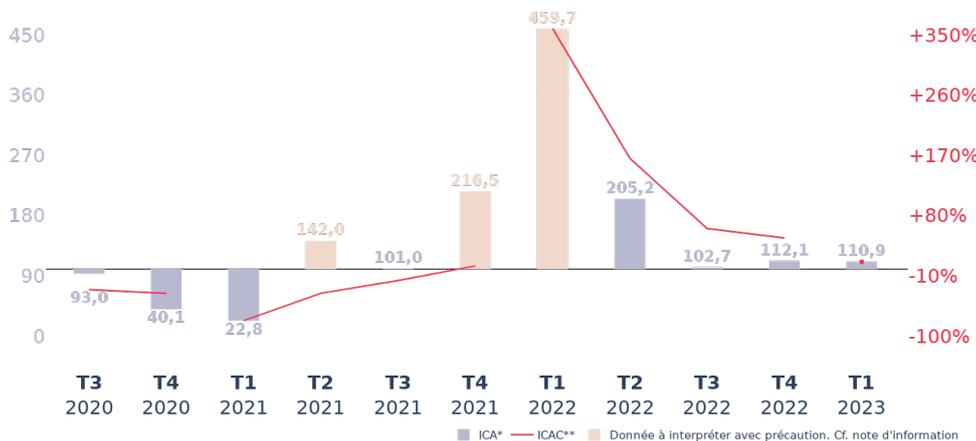
+9,3 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Restauration traditionnelle (5610A)

Les 2 640 restaurants traditionnels de l'échantillon ont vu leur activité croître de 10,9% en valeur au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022. Ce bon résultat est toutefois à nuancer, car il est encore pour partie la conséquence de l'effet de rattrapage après les forts ralentissements de croissance de 2020 et 2021. Le début d'année 2022, période de comparaison, avait également été compliqué pour le secteur avec la résurgence de l'épidémie de Covid. La hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, ce nombre de restaurateurs ont répercuté sur leurs tarifs, fournit une autre explication à ces chiffres en progression. Parallèlement, ce contexte inflationniste pourrait conduire certains clients, dont le pouvoir d'achat est impacté, à limiter leurs sorties au restaurant.



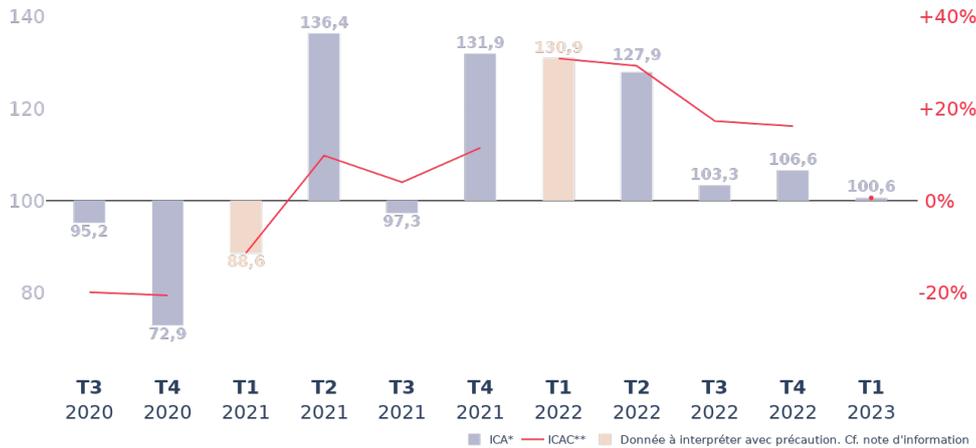
+10,9 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Restauration de type rapide (5610C)

Les 1 180 professionnels de la restauration rapide de l'échantillon voient leur CA croître très légèrement (+0,6% en valeur) au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022. Cette hausse est plus modérée que pour leurs homologues de la restauration traditionnelle car l'effet de rebond post-crise sanitaire est moins important. Ils ont en effet moins souffert pendant la crise car ils ont profité de la hausse de la consommation hors établissement (ventes en livraison, click & collect et à emporter), segment sur lequel ils sont très présents.



+0,6 %

de hausse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Agences immobilières (6831Z)

Les 1 250 agences immobilières de l'échantillon voient leur CA fortement reculer au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022 (-9,5%). Les 3e et 4e trimestres 2022 avaient déjà vu l'activité ralentir. La remontée des taux d'intérêt impacte en effet négativement le secteur. Le nombre de transactions est sur une tendance baissière en ce début d'année. Au niveau des prix, les baisses attendues pour l'année 2023 ne se vérifient pas forcément mais la situation peut-être différente selon le territoire analysé.



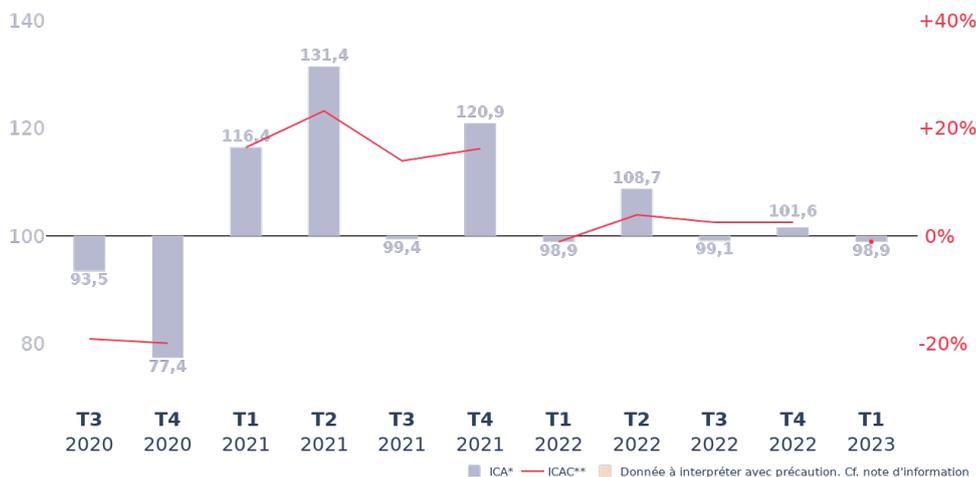
-9,5 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022



Coiffure (9602A)

L'activité des 1 640 entreprises de coiffure de l'échantillon recule légèrement au 1er trimestre 2023 (-1,1% en valeur). Les entreprises du secteur sont impactées par la hausse du coût de l'énergie car elles utilisent beaucoup de matériel électrique. Elles doivent donc répercuter au moins une partie des coûts sur leurs prix. Parallèlement, la hausse globale des prix vient grever le pouvoir d'achat des Français qui doivent réaliser des arbitrages sur leurs dépenses, certainement au détriment du secteur.



-1,1 %

de baisse de CA au 1er trimestre 2023 par rapport au 1er trimestre 2022

- Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.
- Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 62 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.
- Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.
- Afin de prendre en compte encore plus finement les impacts de la crise sanitaire, les mesures de restriction et le confinement, certains filtres ont pu être désactivés, notamment ceux excluant les entreprises dont le CA était à 0 sur les périodes analysées ou cumulant au moins la moitié de leurs déclarations à 0 sur la dernière année. Certaines déclarations à néant réalisées lors des mois de confinement, de restriction ou lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.
- L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est affiché dans les cartes et graphiques en base 100 en N-1. Un ICA de 102,1 signifie une augmentation de 2,1% par rapport à la même période de l'année précédente.
- Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.
- L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen par entreprise de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen par entreprise de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en % dans les graphiques.
Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)
 - Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
 - Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.
- Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur www.bibliordre.fr

Infographie réalisée par :